

Margaret Thatcher : the witch is dead ?

KEITH DIXON

de tradition au Royaume-Uni, comme en France, on n'accable pas les morts. Pour ce qui concerne les personnalités publiques, on arrondit les angles en cherchant une dimension positive dans le parcours du défunt, quitte à prendre quelques distances avec les faits historiques. C'est sans doute ce qui a motivé le communiqué de l'Élysée¹, lors du décès de Margaret Thatcher, qui salue une « grande personnalité qui aura profondément marqué l'histoire de son pays », ainsi que le tweet de Jacques Attali qui évoque bizarrement la « fragilité »² de Margaret Thatcher lorsqu'elle dirigeait son pays. Mais, fait inédit dans l'histoire politique moderne de la Grande-Bretagne, une partie de la population britannique a défié la tradition lénifiante, en rompant avec le concert de louanges plus ou moins sincères qui a accompagné l'annonce de la fin physique de M. Thatcher. À Belfast, à Glasgow, comme dans le quartier populaire londonien de Brixton – scène des premières émeutes populaires de l'ère thatché-

rienne pendant l'été de 1981 – on a fêté sa mort dans une certaine allégresse. Certes ces manifestations de joie populaire mobilisaient infiniment moins de monde que les funérailles officielles, et les lieux choisis n'étaient pas sans signification : à Belfast la population nationaliste se souvient encore du traitement infligé par le pouvoir thatchérien aux grévistes de la faim de l'IRA menés par Bobby Sands ; à Glasgow les plaies d'une désindustrialisation brutale qui a frappé de plein fouet l'Ouest industriel de l'Écosse dans les années 80 sont encore ouvertes ; à Brixton les causes de l'éruption sociale de 1981 sont encore là – racisme institutionnel, chômage des jeunes, harcèlement policier – et l'on se souvient du déni de Thatcher à l'époque, qui préférait évoquer le laxisme des parents nourris de la permissivité des années 1960 pour expliquer les heurts entre jeunes du quartier et policiers envoyés en nombre. Mais ces faits, même minoritaires, donnent à voir les clivages que le passage au pouvoir des thatchériens a suscités au sein de la société britannique et la haine encore

1. Voir le communiqué de l'Élysée sur <http://www.elysee.fr/communiqués-de-presse/article/decès-de-margaret-thatcher>

2. Selon le tweet de Jacques Attali publié le 8 avril 2013, « Margaret Thatcher était pour la France de François Mitterrand un partenaire dur mais fiable. Entêtée, compétente, sans état d'âme, fragile. »

ressentie envers celle qui incarnait pour bon nombre de Britanniques une guerre des classes comme la Grande-Bretagne n'en avait pas connue dans la période moderne.

Il n'y a pas que Thatcher

Cependant cette focalisation sur la personne de M. Thatcher risque d'occulter une bonne partie du phénomène thatcherien. Il est, bien sûr, clair que M. Thatcher a joué un rôle personnel important dans la transformation politique, sociale et économique de la Grande-Bretagne pendant la décennie où elle occupait le poste de Premier ministre. Non seulement elle galvanisait les supporters traditionnels du parti conservateur parmi les couches moyennes urbaines et dans les campagnes, mais elle a aussi réussi à capter et à conserver une partie du vote ouvrier qui traditionnellement se portait sur le parti travailliste : les ouvriers qualifiés du Sud de l'Angleterre et des Midlands qui ont eu la chance de conserver leur emploi pendant les années quatre-vingt ont connu une amélioration significative de leur niveau de vie et en étaient reconnaissants envers le parti au pouvoir. Si l'on regarde les résultats des élections législatives gagnées sous la direction de Thatcher, on est frappé par le maintien du vote conservateur malgré les fortes turbulences de la période : le parti conservateur obtient 13 697 690 voix, soit 43,9 % du vote en mai 1979 lors de la première victoire thatcherienne, 13 012 315 voix et 42,4 % du vote en juin 1983 et 13 763 066 voix et 42,3 % du vote en juin 1987³. C'est la première fois dans

l'histoire politique de la Grande-Bretagne qu'un dirigeant emmène son parti à trois victoires consécutives. Mais le thatcherisme ne peut pas se résumer à la seule personnalité de Thatcher : il constitue un phénomène insolite dans l'histoire politique du pays associant des ressources intellectuelles non négligeables, notamment à travers l'activité des *think tanks* néo-libéraux, à un mouvement de mobilisation politique d'envergure. Ce mouvement a certes profité de la présence d'une personnalité forte, en rupture avec la tradition patricienne conservatrice – elle était une femme, issue de la petite bourgeoisie commerçante, éduquée par l'école publique et politiquement très différente de ses prédécesseurs d'après-guerre puisqu'elle se situait résolument à l'aile droite de son parti – mais il aurait pu en être autrement. À l'époque, il ne manquait pas de personnalités conservatrices sorties du même moule politique que Thatcher, formées par les séminaires du très hayékien *Institute of Economic Affairs*⁴ : on pense par exemple à Keith Joseph⁵, le mentor de Thatcher, qui aurait très bien pu remplir le rôle de dirigeant de l'offensive néo-conservatrice et néo-libérale s'il n'avait pas souffert de

3. David Butler, Gareth Butler, *British Political Facts 1900-2000*, 8e édition, Palgrave Macmillan, Londres, 2000, p. 238-239.

4. Pour une discussion plus approfondie du rôle joué par l'*Institute of Economic Affairs* dans la diffusion des idées néo-libérales, voir Keith Dixon, *Les Évangélistes du Marché*, nouvelle édition, Raisons d'Agir, Paris, 2008.

5. Keith Joseph (1918-1994) fonde le *Centre for Policy Studies* en 1974 et est considéré à l'époque comme le chef de file le plus doué des néolibéraux au sein de la mouvance conservatrice. Son discours à Birmingham en octobre 1974 à résonance eugéniste, où il dénonce des « mères les moins aptes à donner naissance à des enfants. Elles produisent des enfants à problème, des futures mères célibataires, des délinquants qui pullulent dans nos maisons de redressement » suffira à lui barrer la route de la direction de son parti. Il restera jusqu'au bout un proche ami et collaborateur de M. Thatcher.

quelques excentricités de personnalité (une tendance à gaffer en public et un côté un peu trop intense, qui justifiait le qualificatif de « moine fou » inventé par la presse tabloïde à son encontre).

La pusillanimité travailliste

Cette offensive néo-libérale préparée de longue date, d'abord sur les marges de la vie politique britannique à partir de la fin des années 1950, ensuite dans les luttes d'appareil au sein du parti conservateur à partir de la fin des années 1960, n'aurait pas pu aboutir sans deux conditions préalables :

a) une crise économique et sociale importante conjuguée à un début de crise politique provoquée, entre autres, par les troubles en Irlande du Nord et la montée des nationalismes périphériques au cours des années soixante-dix⁶ et

b) l'incapacité travailliste à théoriser la crise britannique et à proposer des solutions protégeant les intérêts de sa base sociale⁷.

Le thatchérisme a bien poussé sur la terre féconde de la pusillanimité et des abandons travaillistes lors de leur passage au pouvoir entre 1964 et 1970 et surtout entre 1974 et 1979. À la différence des travaillistes sous Harold Wilson et

James Callaghan, ce que le sociologue britannique, Stuart Hall, dès l'arrivée de Thatcher à la tête de son parti en 1975 va appeler le « populisme autoritaire » ou le « thatchérisme » propose une vision simple de la crise, de ses causes et de sa résolution : c'est une crise provoquée par trente ans d'interventionnisme étatique, que ce soit sous les gouvernements conservateurs ou travaillistes, trente ans d'entraves aux forces du marché, trente ans de « socialisme ». La solution est simple : il faut créer les conditions de la libération des forces du marché pour que la Grande-Bretagne retrouve sa grandeur d'antan (« put the great back into Great Britain », disait-on à l'époque, rendre sa grandeur à la Grande-Bretagne). Car si le thatchérisme est bien nourri à la source par le néo-libéralisme hayékien, il est aussi une manière de réaffirmer la puissance nationale britannique.

Entre 1976 et 1979, sous le gouvernement de James Callaghan, les travaillistes, déboussolés par l'ampleur de la crise qu'ils avaient à gérer, sont allés de compromission en compromission. Contraints dès 1976 de solliciter l'aide du FMI pour faire face à la crise de la livre sterling, ils ont appliqué – avant Thatcher – les remèdes néolibéraux imposés par les conseillers du FMI, à l'époque récemment convertis aux vertus du monétarisme. Les promesses de réforme sociale avancées lors des élections de 1974 ont donc été abandonnées. C'est cette dérive-là et l'apologie des contraintes budgétaires réitérées par Callaghan et le groupe dirigeant travailliste à partir de 1976 qui vont creuser l'écart entre les syndicats, surtout ceux du secteur public qui encaissaient de plein fouet les effets de l'austérité travailliste, et les dirigeants du parti au pouvoir. Le résultat sera une série de grèves dans le secteur public

6. Pour une discussion récente de la situation britannique dans les années soixante-dix, voir Andy McSmith, *No Such Thing as Society. A History of Britain in the 1980s*, Constable, Londres, 2010.

7. Pour une discussion de l'évolution du mouvement ouvrier britannique et ses rapports avec le pouvoir travailliste dans la seconde moitié des années soixante-dix, voir l'excellente thèse de Marc Lenormand, *Une histoire critique de l'« hiver du mécontentement » de 1978-1979. Le mouvement syndical britannique face à la crise du travaillisme, l'extension de la conflictualité sociale et la montée de la nouvelle droite thatchérienne*, soutenue à Lyon le 22 septembre 2012.

pendant l'hiver 1978-1979 qui consommeront la rupture entre les travaillistes et les forces les plus mobilisées du mouvement ouvrier. Thatcher, appuyée par une bonne partie de la presse britannique – et pas seulement les tabloïds – va crier au chaos social et réclamer que l'on remette de l'ordre dans les services publics, et au-delà dans la société britannique. Quelques mois après elle aura l'occasion de le faire.

Le mirage néolibéral

Pendant la campagne des législatives de mai 1979, les conservateurs britanniques ont sorti une affiche, conçue par les publicistes Saatchi et Saatchi, qui montrait une longue file d'attente de chômeurs devant une agence de l'emploi coiffée d'un slogan à double sens « *Labour isn't working* » (Le travaillisme ne marche pas/Les travailleurs sont sans emploi). Avec 1,1 million de chômeurs à l'époque, la campagne a fait mouche. Thatcher, elle-même, lors d'un meeting électoral dans le Nord-Est de l'Angleterre, lourdement affecté par le déclin de l'industrie lourde, a affirmé « Nous autres conservateurs croyons en des mesures qui créeront de vrais emplois. » La question de l'emploi était effectivement au cœur de cette campagne électorale sur fond de crise de confiance d'une partie de l'électorat travailliste envers son parti. C'est ici que l'on peut repérer le hiatus entre les réalités de la « cure » néolibérale britannique et le discours dominant, en France comme ailleurs, qui voit en Thatcher le sauveur d'une économie en péril (on se souviendra de la phrase de Michel Charasse qui prétendait que les dix-sept ans de gouvernement conservateur, sous Thatcher et Major, avaient permis à la Grande-Bretagne

de développer une économie « saine et modernisée »). Pendant les dix ans où M. Thatcher a été Premier ministre de la Grande-Bretagne, le nombre de chômeurs officiels n'est jamais descendu en dessous de 1,5 millions, avec un pic à plus de 3 millions (12,5 % de la population active) en janvier 1986. En même temps on voit émerger un phénomène spécifiquement britannique : la croissance vertigineuse du nombre de travailleurs déclarés « inaptes » au travail. Partant d'autour de 650 000 personnes à la fin des années soixante-dix, ce chiffre va se stabiliser pendant les années 1990 autour de 2,5 millions de personnes, une véritable armée de chômeurs statistiquement invisibles (suffisamment « invisibles » pour qu'aucun des commentateurs attirés des réalités d'outre-Manche dans la presse française y fasse référence pendant les années de Thatcher et de Blair). C'est le premier constat, le plus accablant pour le néolibéralisme réellement existant : les politiques mises en oeuvre par M. Thatcher ont créé un chômage endémique, qui va perdurer bien au-delà de la période d'administration conservatrice.

On est ici au cœur même des effets à long terme du dispositif thatchérien : le chômage de masse va nourrir une pauvreté structurelle que la Grande-Bretagne n'avait pas connue depuis la grande crise des années trente. Des millions de Britanniques, sans espoir de retrouver un emploi, vont survivre au seuil officiel de la pauvreté et les gouvernements successifs sous la direction de Thatcher vont s'attacher à comprimer les prestations sociales, ce qui aura pour effet une baisse du revenu réel des 10% des plus pauvres pendant la période. En même temps – guerre de classe oblige – les couches les plus aisées de la Grande-Bretagne vont être comblées. Pour ne mention-

ner qu'un aspect du nouveau régime qui leur est appliqué, rappelons que le taux marginal d'imposition sur les revenus les plus élevés a été ramené pendant la décennie thatchérienne de 80 % à 40 %, une mesure qui, à elle seule, explique l'énorme bond en avant que les revenus les plus élevés ont connu pendant cette période. Ce phénomène de l'enrichissement subit des plus riches va être renforcé par les augmentations vertigineuses des salaires des dirigeants des sociétés pendant la même période, la dérégulation du marché financier et l'ouverture de l'ère bénie (pour les *traders*) des *bonus* à la City de Londres, sans parler de la fraude fiscale endémique pratiquée par les plus éminents représentants de l'économie britannique⁸.

Si la période qui va de sa première victoire électorale à la guerre des Malouines (en 1982) a été marquée par de sérieuses difficultés pour Thatcher (devenue un temps, selon la une du *Times*, « le Premier ministre le plus impopulaire depuis la création des sondages d'opinion »), le milieu de la décennie est une période faste. C'est après sa deuxième victoire aux législatives de 1983 que Thatcher accélère le processus de néo-libéralisation de l'économie britannique – privatisations en nombre, dérégulation de la Bourse de Londres, ventes renforcées des logements sociaux à leurs locataires, etc. –, compose un gouvernement plus soudé autour de ses visées idéologiques et règle de manière définitive le « problème syndical ». Ainsi, son gouverne-

ment renforce le dispositif juridique anti-syndical amorcé en 1980 et entreprend la lutte finale contre le Syndicat national des mineurs lors de la longue grève de 1984-1985. Avec l'écrasement de ceux qui se considéraient comme l'avant-garde du mouvement ouvrier britannique, Thatcher tenait enfin sa revanche non seulement sur les grèves triomphantes qui ont marqué sa première participation à un gouvernement conservateur entre 1970 et 1974 mais aussi sans doute sur les avancées ouvrières de 1945-1950, période de réformes travaillistes pendant laquelle Thatcher faisait ses premières armes politiques en tant que présidente de l'Association des étudiants conservateurs de l'Université d'Oxford.

C'est au sommet de sa gloire, acclamée par ses admirateurs tant en Grande-Bretagne qu'à l'étranger (de Ronald Reagan à Lech Walesa, en passant par l'ami Pinochet et bon nombre de commentateurs politiques français) que Thatcher va entamer la descente aux enfers politiques. Son europhobie de plus en plus insistante après sa troisième victoire aux législatives de 1987 et sa « réforme » des impôts locaux vont sceller son destin. La *poll tax* a été largement perçue comme une nouvelle façon à la fois de punir les pauvres, dont beaucoup voyaient leurs impôts locaux augmenter du fait des nouvelles modalités de calcul, et de conforter les riches dont beaucoup rechignaient à payer pour des services municipaux qu'ils prétendaient ne pas utiliser. Elle a donné lieu à une campagne massive de refus de paiement en Écosse⁹ et

8. Dans son ouvrage, *No Such Thing as Society*, Andy Mc Smith mentionne le cas de la famille Vestey qui avait fait sa fortune dans le commerce de viande argentine. En janvier 1981, le *Sunday Times* a révélé que la société Vestey avait engrangé 4,1 millions de livres sterling de bénéfices l'année précédente en payant en tout ... 10 livres sterling d'impôts.

9. La campagne de désobéissance civile concernant la *poll tax* a été menée sans le soutien du Parti travailliste en Écosse, qui désapprouvait le caractère « illégal » du refus de paiement de l'impôt. Le fait que cet impôt impopulaire ait été expérimenté d'abord en Écosse et que le

à des émeutes en Angleterre. De plus en plus impopulaire dans les sondages, de plus en plus coupée du pays réel qu'elle avait tant martyrisé, elle est lâchée en novembre 1990 par la direction de son parti qui craignait un naufrage électoral. En larmes, elle quitte le pouvoir qu'elle avait exercé avec une main de fer pendant 11 ans.

The witch is not dead

Dans son excellent livre sur la « diabolisation » de la classe ouvrière britannique sous Thatcher et Blair, Owen Jones¹⁰ nous rappelle cette phrase de Geoffrey Howe, un des ministres des plus importants de Thatcher (avant de la trahir en 1990), selon laquelle Thatcher avait réussi à transformer non pas un parti mais deux. C'est sans doute là la réussite la plus déterminante de la Dame de fer. Non seulement elle a amené son parti sur des positions néo-libérales et néo-conservatrices et a maintenu le cap malgré les dissensions internes et l'opposition (surtout syndicale) à sa politique, mais elle et son groupe ont réussi à transformer le paysage politique britannique à tel point que pour la direction du parti « d'opposition », le Parti travailliste, il devenait impensable de revenir sur les transformations de l'ère thatchérienne. Acceptée d'abord avec résignation au cours des années 1980, la régression thatchérienne est devenue, sous Blair, le

nouveau cadre de référence du travailisme, l'horizon politique indépassable de la modernité blairiste. En ce sens, les célébrations lors de l'annonce du décès de Thatcher étaient plutôt le signe d'une colère impuissante que la célébration d'un fin quelconque du phénomène thatchérien. Le spectre de Thatcher va continuer à hanter encore longtemps la société de marché britannique. ■

principal parti d'opposition ait refusé de soutenir les protestations, est venu renforcer la conviction, parmi beaucoup d'Écossais, qu'il n'y avait plus rien à attendre d'un gouvernement de Londres, quelle que soit sa couleur politique, et ce faisant consolider l'influence des idées nationalistes bien au-delà des électeurs habituels du *Scottish National Party*.

10. Owen Jones, *Chavs. The Demonization of the Working Class*, Verso, Londres, 2011.